

**Titre :** Un papillon sur l'épaule. Honneur aux soldats de l'opération Sangaris  
**Auteur :** Colonel (er) Michel GOYA  
**Source :** La Voie de l'épée.  
**Diffusé par :** ASAF ([www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr))

## Un papillon sur l'épaule. Honneur aux soldats de l'opération Sangaris.

Quel est le combat le plus violent mené par des forces occidentales depuis 2013 ? Il s'agit certainement de l'affrontement survenu les 4 et 5 août entre les soldats français du Groupement tactique De Boissieu et des combattants de l'ex-Seleka à Batanfago au nord-ouest de la Centrafrique. Deux soldats français et un soldat congolais de la MISCA y ont été blessés alors que les bandes de la Seleka ont été détruites avec, selon les sources, de 37 à 70 tués et un nombre inconnu de blessés. Le fait est que, hormis quelques images passées en boucle sur les chaînes d'information pendant une journée, ces événements n'ont guère été mis en avant par le gouvernement comme si cette victoire et celle de Boguila le 5 mai face aux mêmes ex-Seleka ou de Grimari en avril, face à une bande anti-balaka cette fois, étaient honteuses.

Il est vrai que l'opération *Sangaris* ne s'est pas vraiment passée comme prévue. Il n'existe que deux moyens d'user de la force légitime : la guerre et la police. Dans le premier cas, on affronte, un ennemi politique ; dans le deuxième cas, on s'oppose éventuellement à ceux qui contreviennent à la loi et l'ordre. En Centrafrique, contrairement au Mali, on a refusé de désigner un ennemi. On s'est donc lancé dans une opération de police internationale mais sans l'avouer (*le cabinet du ministre de la défense m'a téléphoné pour me dire que ce n'était pas bien du tout de le dire*) et surtout sans se donner les moyens de réussir. Une mission de sécurisation impose une présence humaine suffisante pour pouvoir s'imposer à tout le monde partout et en en même temps et bien entendu cette masse critique doit être d'autant plus importante que la situation est grave.

Par sous-estimation de l'ampleur des bandes armées (certains hauts responsables auraient, paraît-il parlé de « promenade » en préparant l'opération) et en pariant à la fois sur la « sidération » des factions à l'arrivée des soldats français puis sur le secours rapide des Alliés, on a cru que l'engagement d'une poignée d'hommes, pour six mois suffirait (et 1 600 hommes au cœur d'une ville de plus d'un million d'hommes et sans parler de l'ensemble du pays, c'est une poignée). En réalité, c'est nous qui avons été surpris, par l'ampleur de la haine accumulée, par la force du mouvement anti-balaka, par l'état du pays qui nécessitait d'aller bien au-delà de la seule sécurisation, par le peu d'empressement des Européens à nous aider, par la lenteur enfin de la communauté internationale à nous relever.

Il a donc été évident très vite que cette opération avait été mal engagée mais plutôt que de l'avouer, on a préféré fustiger les « pseudo-experts auto-proclamées » et les « généraux de Paris », puis, de plus en plus, jouer la discrétion.

Nous avons donc laissé notre poignée de soldats, à peine et discrètement renforcés de 400 hommes, dans une situation impossible au cœur des ténèbres, en proie aux spectacles de

l'horreur, jusqu'au cannibalisme, aux mouvements plus ou moins rationnels des foules, aux accusations d'aider les uns lorsqu'on désarmait les autres, à l'impuissance devant les faits de délinquance (que faire des délinquants lorsqu'il n'y a plus de justice ou de police locale), à la menace permanente d'agressions aussi diverses que toujours soudaines. C'est ainsi donc que l'on a refusé aussi de communiquer vraiment sur les combats, pourtant victorieux, ajoutant en plus le manque de reconnaissance.

Pire, l'espace médiatique, comme dans chaque opération de stabilisation en Afrique (*Turquoise* au Rwanda ou *Licorne* en Côte d'Ivoire), a été laissé à ceux qui nous voulaient du mal, exploitant les possibles fautes de comportement de quelques-uns des 15 000 soldats français qui finiront par être engagés au total dans cette « promenade » de six mois, mais surtout en les inventant. Pour beaucoup désormais l'engagement en Centrafrique, ce sera donc plus des accusations d'abus sexuels que des victoires au combat et surtout des milliers de vies sauvées. Les massacres évités ne se voient pas et les aveux de manipulation ne sont jamais rapportés avec la même force que les accusations, quand ils sont rapportés.

L'opération *Sangaris* est ainsi devenue peut-être la plus difficile que les forces armées françaises aient eu à conduire depuis vingt ans. Si peu de soldats, trois au total dont deux au combat, ont été tués au regard des dangers encourus, le nombre de blessés et notamment de troubles psychologiques (un homme sur huit pour les deux premiers mandats pour un pour douze au retour d'Afghanistan) est particulièrement élevé. Beaucoup avouent avoir connu là leur expérience la plus épuisante. Bien au-delà des six mois initiaux évoqués, la force *Sangaris* et les contingents de la MINUSCA, sans parler par décence de la mission européenne (un millier d'hommes péniblement déployés après des mois de tractations sur les 1,7 millions que comptent les armées de l'UE), sont parvenus à détruire des milliers d'armes et à assurer dans la plupart des villes de l'ouest centrafricain, résultat remarquable au regard des effectifs engagés.

Tout cela est à mettre à l'honneur de nos soldats mais cela aurait pu être obtenu beaucoup plus vite, avec moins de souffrances et pour moins cher que les 500 millions d'euros que nous avons finalement dépensés (sans parler de l'usure des équipements) si on avait engagé tout de suite 10 000 hommes. Une opération de stabilisation comme *Sangaris* reste une opération de Sisyphe tant qu'une force nationale et/ou internationale suffisante n'est pas en mesure d'assurer la sécurisation minimale du pays. On espère que cela sera le cas avec la MINUSCA (et les 350 soldats français en réserve d'intervention). Le fait qu'il s'agisse de la sixième opération successive « MI », après l'échec des cinq précédentes (MISAB, MINURCA, MINUC, MICOPAX, MISCA) depuis vingt ans n'incite cependant pas à l'optimisme même si on est en présence, avec au moins 10 000 hommes, d'effectifs enfin un peu conséquents. Les effectifs sont nécessaires mais pas suffisants.

Preuve est ainsi faite que, par habitude, structure et surtout par effectifs insuffisants, les forces françaises en Afrique restent des forces d'intervention « coup de poing », forme d'engagement dans lequel elles sont encore très efficaces mais que dès lors que l'on sort de ce schéma, en refusant de désigner un ennemi, on se condamne à l'enlèvement. Il faut soit l'assumer politiquement, soit en tirer des conséquences en infléchissant les évolutions en cours de nos forces. Nous ne pouvons déjà plus apparemment mener seuls des opérations de stabilisation et même les opérations de guerre tendent à se réduire à une simple collection de frappes sans possibilité de contrôler véritablement un espace important quelconque.

L'opération *Sangaris* est officiellement terminée depuis le 31 octobre dernier, presque trois ans

après son lancement. La France peut en être légitimement fière. Nous sommes la seule nation occidentale à avoir vraiment voulu faire quelque chose et avoir réellement agi, nous avons sauvé des milliers de vies et posé des bases, certes fragiles, pour la reconstitution d'un Etat. On attend maintenant une reconnaissance réelle et visible du courage et des efforts des soldats qui ont été plongés dans les ténèbres.

*Michel GOYA*  
*Colonel (ER) et docteur en Histoire*